

Les interpretations de la montee de
l'eurosepticisme aux elections europeennes de
2004.

著者	Perrineau Pascal
journal or publication title	Kansai University review of law and politics
volume	26
page range	29-35
year	2005-03
URL	http://hdl.handle.net/10112/11764

Les interprétations de la montée de l'eurosepticisme aux élections européennes de 2004.

Pascal PERRINEAU

Les élections européennes de juin 2004 ont souvent été présentées comme ayant deux principales caractéristiques: la très forte poussée de l'abstention et la montée de l'eurosepticisme. Autant la première caractéristique est avérée, autant il faut être prudent et circonstancié sur la seconde. En effet, la notion même d'eurosepticisme, apparue au milieu des années 80 pour qualifier la méfiance anglaise et plus particulièrement thatchérienne vis-à-vis de tout ce qui était lié à l'Union européenne, est une notion ambivalente et polysémique. Même une fois cernées les limites de cette notion, il faudra prendre la mesure de l'ampleur réelle, aujourd'hui, du phénomène euroseptique en Europe et de son évolution depuis la fin des années 90. Enfin, nous pourrions alors tenter de dégager les principales interprétations de ce courant politique de contestation de l'Union européenne.

1/ Problèmes de définition.

Les débats sur l'Europe ont toujours oscillé entre deux pôles, l'un fédéraliste, l'autre euroseptique¹⁾. Le courant fédéraliste défend une vraie fédération politique, où la souveraineté politique s'exercerait par les peuples d'Europe sans passer par la représentation de leurs Etats qui, de facto, deviendraient des espèces de super-régions ou d'Etats fédérés. L'idée est d'aboutir à terme à un pouvoir législatif représenté par le Parlement européen, et un exécutif responsable devant ce parlement, auquel on pourrait ajouter un président élu par l'ensemble des citoyens de cette Europe fédérale. La famille euroseptique s'oppose à cette évolution et défend une «union» entre Etats, qui peut ne pas exclure une forte coopération entre ces Etats, mais sans perte de souveraineté. Le courant fédéraliste qui s'étend grosso-modo des socialistes jusqu'aux centristes démocrates-chrétiens et libéraux en passant par les Verts, se gradue plus qu'il se fractionne: des plus fédéralistes (par exemple les «Grünen» type Fisher ou Cohn Bendit en Allemagne, les sociaux démocrates fédéralistes, l'UDF en France) jusqu'aux plus récents convertis que le mot même de «fédéralisme» rebute mais qui se sont quand même prononcés pour le «oui» à Maastricht, à savoir par exemple, les libéraux gaullistes du style d'Alain Juppé en France.

1) Jean Michel Hulin, dans un article du site de la Convention pour la VIème République, présente clairement ces différents courants (cf. www.c6r-fr.org, 14 octobre 2003)

Entre ces deux tendances de la grande nébuleuse «fédéraliste», on peut trouver toutes les nuances de fédéralisme possible. Mais, en cas de référendum par exemple sur la Constitution européenne, l'ensemble de ce courant se prononcera pour le «oui» et pour la même raison de fond: la volonté d'avancer dans la construction européenne dans un sens plus fédéraliste. Face à ce courant fédéraliste, on trouve le courant eurosceptique, traversé par une vraie fracture entre les souverainistes et les antilibéraux. Pour les premiers, de tendance nationaliste, il n'est pas question de toucher à l'Etat national. En France, ils sont représentés par des hommes comme Jean Marie Le Pen, Philippe de Villiers ou encore Charles Pasqua ; en Grande Bretagne le parti de l'Indépendance du Royaume Uni (UKIP) et certains conservateurs les incarnent ; en Pologne la Ligue des familles polonaises (LPR), ultracatholique et nationaliste rassemble bien cette sensibilité. Pour les seconds, il faut freiner la construction européenne car elle se fait selon une logique économique qu'ils qualifient «d'ultralibérale» et dont ils ne veulent pas. Ils font alors l'hypothèse qu'il sera plus facile de bâtir ce qu'ils appellent une «Europe sociale» ou une «Europe solidaire» à partir de la nation (France, Grande-Bretagne, Pologne...) plutôt que de mener la lutte dans une Europe fédérale et libérale. Le Partei des Demokratischen Sozialismus (PDS) en Allemagne, héritier du communisme d'Allemagne de l'Est, le PCF en France, les communistes grecs du KKE ou du SYN, le Partido Comunista Português (PCP) au Portugal ou encore l'extrême gauche trotskyste (Bloco de Esquerda au Portugal) ou issue du maoïsme (Socialistische Partij aux Pays-Bas) sont autant de représentants archétypaux de cette position. A ces deux sensibilités eurosceptiques, il faut en ajouter une troisième, synthèse des deux précédentes, à la fois nationaliste et antilibérale, qu'on pourrait qualifier de «souverainisme de gauche». Elle est bien représentée en France par Jean Pierre Chevènement et son Mouvement des Citoyens. Toutes ces diverses sensibilités eurosceptiques appelleront, en cas de référendum sur la Constitution européenne, à voter «non» pour la même raison de fond: la volonté de freiner au maximum la construction européenne²⁾. En dépit de leurs origines politiques et idéologiques diverses, nous considérerons que le courant eurosceptique inclut toutes ces formations et sensibilités.

2/ L'ampleur du phénomène eurosceptique aux élections européennes de 2004.

Les listes eurosceptiques sont apparues comme les gagnantes médiatiques des élections. Cette impression est due au fait qu'elles ont remporté de gros succès dans

2) Il faudra peut-être à l'avenir ajouter à tous ces courants eurosceptiques, un dernier courant qui est «eurosceptique par excès» dans la mesure où il est tenté par un refus de la Constitution européenne par des hommes politiques jusqu'alors europhiles mais qui réclament une réorientation économique et sociale au plan européen qui n'a par ailleurs pas de rapport avec le traité constitutionnel. Cette position peu lisible et ambiguë est défendue en France par certains socialistes au premier rang desquels figure Laurent Fabius, ancien Premier Ministre de François Mitterrand de 1984 à 1986.

Les interprétations de la montée de l'euroscpticisme aux élections européennes de 2004.

quelques pays de l'ex-Union européenne à 15 (en Grande Bretagne avec la liste UKIP qui passe de 6,52% en 1999 à 16,12% en 2004 ; en Suède où une nouvelle formation Junilistan la liste de Juin- a attiré 14,44% des suffrages) mais surtout parce-que certains pays nouveaux entrants ont vu s'imposer des listes eurosceptiques à un haut niveau. C'est le cas bien sûr en Pologne où la Ligue des familles polonaises rassemble 15,92% des voix et un mouvement agrarien-populiste Samoobrona 12,67%, c'est le cas en République Tchèque où les communistes du KSCM ont gagné 20,27% des électeurs alors que la droite nationale-libérale et eurosceptique de l'ODS en rassemblait 30,05%. Cependant, on doit noter tout de suite que les très faibles taux de participation électorale enregistrés dans ces nouveaux pays entrants (20,76% en Pologne, 28,32% en République Tchèque) doivent appeler à la plus grande prudence quant à l'évaluation de l'ampleur de la poussée eurosceptique. Cette première impression de bonne santé du courant eurosceptique doit être fortement nuancée car de nombreux pays européens ont enregistré une stagnation (Allemagne, Finlande, Grèce) ou même une érosion de l'euroscpticisme électoral: c'est le cas en Autriche où l'extrême droite nationaliste du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) passe de 23,4% en 1999 à 6,33% en 2004 ; c'est le cas de la France où l'extrême gauche et le PCF continuent leur déclin électoral alors que les souverainistes (listes du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, listes du Rassemblement pour la France de Charles Pasqua) passent de 13,1% en 1999 à un peu plus de 8% seulement en 2004.

Un bilan global effectué sur les effectifs parlementaires eurosceptiques au Parlement européen va dans le même sens de la stagnation globale d'un euroscpticisme qui reste en outre très minoritaire. Si l'on totalise les effectifs des quatre groupes qui comprennent en 1999 et 2004 le plus de députés eurosceptiques (Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique, Union pour l'Europe des Nations, Europe des Démocraties et des Différences, Non Inscrits en 1999, Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique, Union pour l'Europe des Nations, Indépendance/Démocratie, Non Inscrits en 2004) on constate qu'il y a de 1999 à 2004 une stabilité des effectifs de députés appartenant à des groupes «eurosceptiques» (tableau 1).

Tableau 1: Les effectifs des groupes eurosceptiques au Parlement européen en 1999 et 2004.

GROUPE	1999	2004
Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique	42	41
Union pour l'Europe des Nations	30	27
Europe des Démocraties et des Différences puis, en 2004, Indépendance/Démocratie	16	33
Non - Inscrits	26	33
Total députés eurosceptiques	114	134
Ensemble députés Parlement européen	626	732

Tout compte électoral fait, le solde n'est pas un triomphe des listes souverainistes³⁾. La vie politique européenne se structure autour de deux principaux clivages: le clivage gauche/droite, le clivage eurosceptiques/europhiles. Sur ce dernier clivage, le rapport de forces est plutôt de 20-25% contre 75-80%. 20 à 25% de souverainistes, ce n'est pas rien mais 75 à 80% d'europhiles, c'est beaucoup.

3/ Interprétations.

Alors que la décennie 80 avait été celle de la montée régulière d'un sentiment d'attachement à l'Union européenne (tel que l'appréhendent régulièrement les Eurobaromètres réalisés sous l'égide de la Commission européenne de Bruxelles et qui mesurent par sondage l'attachement à l'Europe), il a baissé dans la décennie 90 et dans les années 2000-2004. On est passé d'environ 50% des citoyens des quinze Etats de l'Union (avant l'élargissement) qui pensent que l'Europe est une «bonne chose» pour les habitants de leur pays au début de la décennie 1980 à un taux de 72% en 1991. Depuis ce pic, l'attachement à l'Union s'est effrité: il est retombé à environ 50% dans la deuxième moitié des années 90, puis, après une légère embellie au début des années 2000, oscillant autour de 54% d'opinions favorables, on observe une chute en 2003: 48% des habitants de l'Union pensent désormais que l'appartenance à l'Union est une «bonne chose», ils sont donc minoritaires et presque à égalité avec ceux qui pensent que cette appartenance est une «mauvaise chose» (15%) ou une chose «ni bonne ni mauvaise» (31%), 6% ne se prononçant pas.

De toute évidence, la perspective de l'élargissement à dix nouveaux pays, avec les craintes de délocalisations d'entreprises et de mouvements d'immigration générateurs de chômage dans une Europe où la reprise économique se fait attendre, ne sont pas étrangers à cette évolution vers plus d'euroscepticisme.

La difficulté ou la mauvaise volonté des Etats mais aussi des listes même pro-européennes à mettre l'Europe au cœur du débat public, à informer et à organiser de vastes confrontations sur les grands enjeux (Constitution, élargissement, identité de l'Europe ...) laisse la place au vote protestataire et, à force d'occulter l'Europe, ouvre des perspectives à des populismes souvent très chargés en euroscepticisme, qui trouvent dans les institutions européennes le «bouc émissaire» idéal de tous les maux nationaux (chômage, corruption, croissance économique faible...).

Il faut noter également que la plupart des Etats (sauf l'Allemagne) qui sont

3) Il faut cependant noter que les abstentionnistes sont globalement sensiblement plus «eurosceptiques» que les électeurs qui se sont rendus aux urnes en juin 2004. Une enquête réalisée du 21 au 30 juin auprès d'un échantillon de 24063 électeurs représentatifs de l'ensemble des électeurs des 25 pays de l'Union européenne, montre que 51% des abstentionnistes (contre seulement 43% des participants) considèrent qu'ils n'ont «plutôt pas ou pas confiance dans les institutions européennes». Cf. *Flash Eurobaromètre*, n° 162, juillet 2004.

contributeurs nets au sein de l'Union européenne, ont des partis eurosceptiques significatifs. L'exercice concret de la solidarité financière entre pays riches et pays aidés a un coût politique. On peut remarquer aussi que dans le sud de l'Europe, là où l'Etat social est moins développé qu'au nord, l'eurosepticisme a souvent moins d'espace électoral car il ne peut expliquer, de manière crédible, aux électeurs que «l'Europe va démanteler l'Etat social». Enfin, dans certains pays du nord qui constituent une sorte «d'arc baltique» allant de la Grande Bretagne aux Etats baltes en passant par le Danemark et la Suède, l'eurosepticisme peut recueillir les voix d'électeurs inquiets devant la construction d'un «super Etat européen»⁴⁾.

Cependant, il est difficile de trouver des logiques nationales fortes, explicatives du niveau d'eurosepticisme dans l'opinion et pas seulement dans les urnes. Quand on observe un tableau relatif au niveau de confiance dans l'Europe (Tableau 2: Le degré de confiance dans les institutions européennes dans les 25 pays de l'Union), on est frappé de voir qu'il n'y a pas de réel clivage entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, entre vieux européens et européens plus récents, entre pays protestants et pays catholiques, entre pays riches et pays moins aisés...

4) Cf. communication de Christophe Bouillaud sur «les forces eurosceptiques aux élections européennes de juin 2004», Colloque international, Université du Luxembourg. 23-24 septembre 2004.

Tableau 2: Le degré de confiance dans les institutions européennes dans les 25 pays de l'Union

Vous avez confiance dans les institutions européennes:

	Oui, plutôt oui	Non, plutôt pas	Ne sait pas, sans réponse	%
Ensemble 25 pays U.E.	46	45	9	(100)
Luxembourg	70	27	3	(100)
Portugal	66	23	11	⟨
Irlande	64	30	6	⟨
Belgique	64	33	3	⟨
Hongrie	62	18	21	⟨
Chypre	61	25	14	⟨
Grèce	60	36	4	⟨
Slovénie	57	27	16	⟨
Malte	55	25	20	⟨
Italie	55	38	6	⟨
Espagne	53	35	11	⟨
Pays-Bas	50	43	7	⟨
Finlande	50	45	5	⟨
France	50	46	4	⟨
Danemark	47	44	9	⟨
Allemagne	45	52	3	⟨
Lithuanie	43	33	24	⟨
Estonie	38	27	35	⟨
Slovaquie	38	42	20	⟨
Autriche	37	55	8	⟨
Suède	37	57	5	⟨
Lettonie	34	46	21	⟨
Royaume-Uni	34	56	10	⟨
République Tchèque	31	52	17	⟨
Pologne	29	48	23	⟨

Seul le clivage nouveaux entrants/pays de plus ancienne appartenance semble avoir un certain impact: sur les huit pays les plus eurosceptiques, cinq sont des nouveaux entrants (Estonie, Slovaquie, Lettonie, République Tchèque, Pologne), trois seulement sont des pays dont l'appartenance à l'Union est un peu plus ancienne (Royaume Uni, Autriche, Suède). Aucun pays du premier noyau (l'Europe des Six de 1957) n'appartient au «club» des pays eurosceptiques. La durée d'usage de l'Europe semble plutôt prémunir les opinions contre un euroscepticisme galopant.

Mais, au delà de logiques nationales difficilement saisissables, il est évident que sont à l'œuvre des logiques individuelles de caractère social et culturel. L'euroscpticisme bat ses records dans les milieux sociaux défavorisés (les ouvriers et les travailleurs manuels sont 52% en Europe à ne pas «avoir confiance» dans les institutions européennes) et en milieu rural alors que la confiance dans l'Europe atteint ses plus hauts niveaux chez les personnes éduquées (52% des personnes ayant un haut niveau d'éducation ont «confiance dans les institutions européennes»), les jeunes (52% des 18-24 ans ont «confiance» dans ces mêmes institutions) et les habitants des grandes métropoles (51% des métropolitains contre seulement 43% des ruraux ont «confiance dans les institutions européennes»). Ainsi, autour de l'Europe s'est peu à peu imposé un clivage à dimension culturelle et sociale qui vient largement bouleverser les clivages qui étaient jusqu'alors à l'œuvre dans la vie politique des pays européens. Electeurs relativement aisés et électeurs cultivés se retrouvent souvent, pour des raisons différentes mais convergentes, en faveur de l'Europe. Comme l'écrivait le géographe Jacques Lévy, à propos du référendum français sur le Traité de Maastricht de 1992: «Marché et culture, finances et communication ont en commun de se penser et de s'organiser en réseaux à plusieurs échelles, du local au mondial, sans donner à une seule l'exclusivité. C'est justement l'inverse qui unit la «France qui perd»: la crispation ethnique, géopolitique et socio-économique sur un échelon unique, celui de l'Etat-nation»⁵⁾. L'euroscpticisme est cette formule politique qui refuse la marginalisation des territoires traditionnels au profit des réseaux urbains, qui s'insurge contre cette nouvelle alliance des détenteurs de capital culturel et de capital urbain qui délivrent un message qui va d'ailleurs au-delà de la seule question européenne et annonce une méthode pour concevoir le développement de l'individu et de la vie en société et rejeter le repli communautaire afin de vivre le monde à toutes ces échelles. L'euroscpticisme est le symptôme de ce nouveau monde qui est en gestation et qui suscite la plainte d'un vieux monde qui disparaît.

5) Jacques Lévy, Un nouvel espace légitime, *Libération*, 25 septembre 1992.